



Que faire des déchets nucléaires ? Un choix si important exige une évaluation indépendante !

COMUNIQUE DE SORTIR DU NUCLEAIRE SUISSE ROMANDE

Mardi 16 aout 2022

La NAGRA¹ va annoncer cet automne le site du territoire suisse qu'elle préconise pour héberger un entrepôt profond de plusieurs centaines de mètres pour les déchets radioactifs suisses. La solution d'un dépôt profond et sa localisation sont issues d'une délibération partielle. Voici les raisons pour lesquelles une nouvelle évaluation doit s'imposer aux autorités fédérales comme seule procédure acceptable par la population et par les experts.

La loi prévoit que nos déchets radioactifs soient entreposés en Suisse, hermétiquement séparés de l'environnement pendant un million d'années, puisque leur relâchement dans l'environnement aurait des conséquences inacceptables à l'échelle de la région d'entreposage. Pour répondre à ce défi, les producteurs d'électricité nucléaire² et la Confédération ont créé en 1972 une institution technique, la NAGRA. Son projet final est de construire un vaste dépôt en profondeur, le choix de localisation proposée sera rendu public courant septembre.

« Le choix d'un dépôt profond n'a pas été évalué de façon indépendante et présente des lacunes évidentes. »

Marcos Buser géologue, anc. membre de la Commission fédérale d'experts EKRA
pour le concept de dépôts pour déchets nucléaires.

Gouvernance de complaisance

Le directoire de la NAGRA est constitué des principales entreprises exploitantes des centrales nucléaires du pays au lieu d'une commission de personnes indépendantes de l'industrie. Cette gouvernance de complaisance engendre des choix satisfaisant les compagnies exploitantes mais rien n'indique qu'ils protégeront les générations à venir dont nous sommes collectivement responsables.

Absence de recul

Un stockage géologique souterrain est confronté à trois grands défis. 1. Le comportement de matériaux chimiquement et physiquement réactifs est imprévisible, surtout au cours des premiers siècles. 2. La probable infiltration d'eau dans un dépôt profond accélérerait le relâchement de radioactivité dans les nappes phréatiques qui constitueront un bien de plus en plus précieux dans un contexte de climat réchauffé. 3. Les intrusions accidentelles par des tunneliers ou forages dans le site de stockage sont un risque croissant à mesure que les techniques et les coûts de forage se développent ainsi que les besoins en ressources fossiles, en réseaux de chaleur ou pour les transports.

Au vu de ces trois défis fondamentaux, des scientifiques de la branche dénoncent la précipitation du projet de solution finale : En France, le physicien nucléaire Bernard Laponche, ancien collaborateur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ; au Canada, le physicien Gordon Edwards, président de la Coalition canadienne pour la responsabilité nucléaire ; en Suisse, les géologues Marcos Buser et Walter Wildi (voir citations en exergue) craignent que les calendriers de réalisation soient une fois de plus irréalistes et que le programme de stockage géologique échoue à nouveau. On ne saura que dans un

¹ Centre de compétences techniques de Suisse pour l'évacuation des déchets radioactifs dans des dépôts en couches géologiques profondes

² Alpiq, Axpo, FMB/BKW

siècle si le type de roche dans laquelle la NAGRA entend stocker les déchets sera en mesure de combler les fissures créées par le percement du réseau de galeries pour réaliser le dépôt.

« Il existe encore de nombreux seuils et obstacles. Plusieurs études de site nécessaires sont en attente ou ne sont pas encore terminées. Au vu des conditions géologiques difficiles, on peut se demander, si un choix de site peut et doit être fait aujourd'hui ou plus tard. »

Walter Wildi, géologue, a présidé la Commission géologique fédérale, le groupe d'experts « Concepts de stockage des déchets radioactifs » EKRA

Pour une gouvernance responsable

Le défi posé par les déchets radioactifs concerne les contemporains mis en face des prochaines générations. Il ne doit plus être délégué à des techniciens répondant à l'industrie. Une solution transparente et démocratique existe. Les trente dernières années nous apportent l'expérience des processus citoyens d'évaluation non-biaisée des choix technologiques. Cette approche permet à des citoyens tirés au sort de choisir des expert-e-s et de leur poser des questions afin d'évaluer la situation au mieux du possible, de façon ouverte. Le processus d'évaluation aboutit à formuler un choix de solution transmis aux autorités politiques qui prendront la décision finale sur cette base.

L'engrenage du « Too big to fail »

Aujourd'hui, la Suisse est prise dans l'engrenage financier et institutionnel de l'enfouissement profond. Si les autorités fédérales adoptent la solution de l'industrie atomique et de sa NAGRA, la Suisse entrera dans l'engrenage des projets trop gros pour être abandonnés. Ce projet de chantier va alors se muer en politique du fait accompli. Ceci alors que le siècle passé a démontré le caractère exponentiel accompli par le progrès technique. Une solution de conditionnement plus performant ou toute autre solution que l'entreposage définitif profond – même la transmutation, aussi improbable que celle-ci apparaisse aujourd'hui – ne sera plus recherchée si l'entreposage profond est décidé.

Conclusion

La NAGRA n'est pas indépendante vis-à-vis des exploitants des centrales nucléaires puisque celles-ci font partie de son directoire. Or l'indépendance vis-à-vis d'intérêts particuliers est ce qui permet de choisir et d'assumer la solution la plus responsable envers les générations futures. En lançant une expertise citoyenne vraiment indépendante sur la question, la Confédération respectera le principe de responsabilité des bénéficiaires de l'ère nucléaire envers leur postérité. Sortir du nucléaire Suisse romande démarche les partis politiques représentés aux chambres fédérales dans ce sens.

« Puisque nous sommes responsables devant toutes les générations à venir, c'est à une commission indépendante des intérêts particuliers que l'évaluation de solutions doit être confié. »

Philippe de Rougemont, secrétaire général de Sortir du nucléaire

Contact :

- Ilias PANCHARD, président 079 922 63 31
- Philippe de ROUGEMONT, secrétaire général 076 693 62 93

Association Sortir du nucléaire Suisse romande

Association reconnue comme poursuivant un but d'intérêt public

www.sortirdunucleaire.ch Chemin de la Milice 2- 1228 Plan-les-Ouates

Association membre de :

Alliance suisse pour la sortie du Nucléaire, Zürich - Alliance climatique suisse, Zürich

Réseau francophone Sortir du Nucléaire, Lyon - Partenaire officiel de la campagne ICAN, Genève